

Bienvenue dans la newsletter dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Atelier de finalisation du Kit intégrité de la Police nationale du Burkina Faso

Du 21 au 25 Octobre, la police nationale a organisé, avec l'appui de DCAF, l'atelier de finalisation du kit intégrité destiné aux acteurs du système sécuritaire burkinabè qui inclut notamment la police. L'atelier qui a permis de consolider et finaliser le travail initié en juillet, a bénéficié de la participation de 25 personnes, dont trois femmes, membres de la Direction générale de la police nationale, de l'École nationale de police, de l'Académie de police et de la Direction de la formation continue. Durant les cinq jours de travail, les experts ont élaboré les fiches pédagogiques et les supports de présentation que les formateurs utiliseront pour dispenser les modules. Les différents amendements et commentaires formulés lors du premier atelier par les participants ont été pris en compte pour assurer l'adaptation du matériel au contexte burkinabè. Avec ce kit, l'institution policière dispose désormais d'un manuel contextualisé de l'intégrité au sein de la police qui traite de différents aspects tels que les normes d'intégrité au sein de la police, de la corruption, des procédures pénales et administratives et des missions de police judiciaire. À la suite de la validation du document, les participants se sont accordés sur les critères de sélection des futurs formateurs pour permettre à la police de préparer la prochaine phase consistant à effectivement intégrer ces modules dans ses écoles de formation.



Réunion du Comité consultatif de sécurité de la région de San

Le mardi 22 octobre, la quatrième réunion du comité consultatif de sécurité (CCS) de la région de San s'est déroulée, sous l'administration du gouvernorat de la région et avec l'appui de DCAF. La réunion a rassemblé les représentants des chefs de service régionaux, les autorités religieuses et coutumières, les forces de défense et de sécurité, ainsi que d'autres organisations de la société civile de la région. Au total, 67 personnes dont six femmes ont participé à cette réunion qui a permis de faire le point sur les recommandations de la réunion précédente et de procéder à l'évaluation de la situation sécuritaire actuelle. Les responsables de la mise en œuvre ont notamment rapporté avoir effectué des actions de sensibilisation des populations au secours à la personne (SAP) et avoir tenu de sessions de formation au secourisme et au sauvetage. Les participants ont également mis en avant leur souhait de voir les activités de police de proximité se multiplier afin de renforcer la sécurité au niveau local.



Formation de la Protection civile aux outils de l'auto-évaluation genre

Du 16 au 17 Octobre, la Direction générale de la protection civile (DGPC) a organisé en partenariat avec DCAF, une formation pour les enquêteurs et superviseurs du volet genre de la protection civile. La formation a réuni 50 participants dont 20 femmes de la protection civile. Facilitée par le chargé de suivi-évaluation de DCAF et un consultant externe, cette session a formé les enquêteurs et superviseurs aux outils et techniques de collecte de données, notamment à l'utilisation du logiciel KoboCollect. Ces derniers enquêteront et interrogeront ainsi le personnel de la protection civile afin de recueillir des informations sur les processus de recrutement et de sélection, les missions, les activités, la formation, les infrastructures et la culture institutionnelle. Les données collectées permettront d'analyser la prise en considération du genre dans l'institution, puis d'élaborer un plan d'action répondant aux lacunes identifiées.

NIGER



Atelier d'échanges sur la transparence et la lutte contre la corruption

Du 22 au 23 octobre, DCAF a accueilli un atelier d'échanges entre les organisations de la société civile (OSC) et les acteurs des médias portant sur la diffusion d'informations et les bonnes pratiques en matière de transparence et de lutte contre la corruption. Organisé par Transparency International Niger, cet atelier auquel 23 personnes, dont quatre femmes, ont participé, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de conférences régionales dédiées à ces thématiques, organisées en 2023 par DCAF, à Bamako et Niamey. En établissant des partenariats dynamiques entre les OSC et les médias, l'atelier a permis de renforcer la sensibilisation du public autour des bonnes pratiques de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. Les OSC et les médias partenaires, deviennent des vecteurs de changement en matière de gouvernance, contribuant à créer un environnement où la corruption est dénoncée et où des pratiques transparentes sont valorisées. En renforçant la synergie entre ces acteurs, cet atelier vise à faire de la lutte contre la corruption une priorité collective, avec un effet positif potentiel sur la gouvernance du secteur de la sécurité au Niger.



Atelier sur les problématiques de sécurité et de justice pour les survivantes de VBG

Du 09 au 10 Octobre, l'ONG Jeunesse africaine et action de développement (JAAD) en collaboration avec DCAF a organisé un atelier sur l'accès aux services de sécurité et de justice pour les survivantes de violences basées sur le genre (VBG). L'atelier a réuni 30 participants dont 18 femmes de diverses organisations de la société civile, des forces de défense et de sécurité et d'institutions étatiques. La Direction de la promotion de la femme et de protection de l'enfant (DPF/PE) était représentée. Les discussions ont porté sur les objectifs de DCAF pour améliorer la gouvernance sécuritaire au Niger, l'intégration de la dimension genre dans la sécurité, ainsi que sur la stratégie nationale de prévention et réponses aux VBG et aux abus et exploitations sexuelles. La DPF/PE est revenue sur la nécessité de développer une prise en charge holistique des survivantes, axées sur la non-discrimination, le respect des droits, la confidentialité et la sécurité. Plusieurs difficultés ont été soulignées lors des discussions, notamment les obstacles à la gratuité des expertises médicales, l'insuffisance de personnel, et la nécessité de soutien à la mise en place de centres holistiques, comme ceux de Tillabéry et Zinder. L'importance d'une approche globale, interdisciplinaire et d'une prise en charge coordonnée améliore non seulement le soutien aux survivantes mais renforce aussi la confiance envers les institutions de sécurité.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)

Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)